

autres, on aurait vu que ces ministres et consuls ont été, dès le principe, autant de sangsues avides qui suçaient le plus pur du sang mexicain. On se rappelle les quelques détails que j'ai donnés sur les consuls de Matamoros, lors du pronunciamiento de Carvajal en 1851; des faits analogues ont eu lieu avant et après cette époque, maintes et maintes fois, et j'aurai bientôt l'occasion d'en citer un autre qui nous touche de plus près. En faisant décréter sa loi sur les étrangers, je ne sais si M. Gutierrez de Estrada obéissait à un sentiment de haine contre eux ou bien à un sentiment de justice envers sa patrie, mais il est certain que dans un pays où les nationaux et leurs propriétés ne sont point en sûreté, où la vie et les biens des citoyens sont fréquemment compromis, l'inviolabilité des étrangers est impossible à maintenir. De toutes les nations européennes, l'Espagne, je l'ai dit, avait le plus le droit de se plaindre et d'exiger, au nom de l'honneur national outragé, des réparations du Mexique, car fréquemment on a pillé, expulsé, assassiné les Espagnols en haine de leur nationalité. Deux fois la France l'eut au même titre; mais l'Angleterre, les États-Unis et l'Allemagne n'ont jamais eu que des raisons d'intérêt et de dignité, au fond de toutes leurs plaintes. Ces raisons pourtant sont assez légitimes, assez graves, selon le droit des gens, pour justifier la convention de Londres, Juarez ayant comblé la mesure et lassé l'inconcevable longanimité des puissances européennes par des décrets iniques. M. Buchanan, en prophétisant cette intervention, voyait bien qu'elle était inévitable, et sans la guerre qui éclata aux États-Unis, il l'aurait prévenue en renouvelant l'invasion de 1846-1847.

A la suite de chaque révolution qui amenait le pillage, les demandes d'indemnités, faites par les ministres étrangers pour leurs nationaux, étaient toujours exagérées sinon injustes; car on ne voyait pas un coiffeur, une modiste, un marchand de bilboquets qui ne demandassent, à titre de dommages et intérêts, des sommes vingt et cent fois supérieures à la valeur de leurs pertes, lors même que ces pertes

étaient réelles et non fictives. Les consuls comme tous les autres négociants étrangers ont fréquemment, pour ne pas dire toujours, favorisé les révolutions, au moyen desquelles ils gagnaient, en peu de temps et souvent en quelques jours, des fortunes scandaleuses, par des prêts, des transactions de douanes et l'entrée gratuite ou à peu près, de toutes sortes de marchandises. Dans mes dossiers, j'ai des extraits de journaux de Mexico, révélant l'entrée en franchise pour le compte d'un ministre étranger que je nommerai, s'il le faut, de plus de deux cents caisses et ballots de marchandises, destinées à un négociant de la capitale. Ces faits furent très communs, et le petit négoce se trouvant lésé par ces spéculations, ne s'est pas toujours contenté de les révéler et de les flétrir, il a voulu aussi les empêcher par la force. De tels scandales ont eu, plus d'une fois, l'effusion du sang pour dénoûment.

Dans presque tous les pays miniers de l'Amérique espagnole, l'exportation de l'or et de l'argent en barres est sévèrement prohibée; eh bien, sur les deux océans, on voit croiser des navires de guerre anglais, destinés à favoriser la contrebande de ces métaux précieux! L'exportation de l'or et de l'argent monnayés est soumise à un droit de 2 % de circulation, et de 6 % d'exportation. Pour frustrer le trésor public de ces 8 %, les Anglais, possesseurs de la plupart des mines du Mexique, envoient cet argent à leurs consuls qui l'expédient au ministre pour l'exporter en franchise. Il y a des consuls anglais et autres qui achètent, en outre, des piastres au commerce, et gagnent ainsi des sommes considérables. Lorsque je passais à Zacatecas, à la fin de 1865, un consul avait acheté de la sorte quatre millions de piastres à 4 fr. 20, et profita de notre convoi pour les expédier. La piastre valant 5 fr. 30 et même 35, il réalisa des bénéfices énormes; maintenant, si l'on ajoute à ces bénéfices les 8 % de circulation et d'exportation, qui devraient revenir au trésor et dont on le prive en faisant circuler l'argent sous le sceau d'un repré-

sentant étranger, on comprend l'indignation des gouvernements mexicains contre ces ministres qui se prêtent à ces expédients deshonnêtes par lesquels l'État est privé des revenus de la branche financière qui constitue les ressources de l'intérieur les plus productives.

M. Dano, notre dernier ministre au Mexique, a été vivement critiqué par une partie de la presse parisienne, relativement à la fortune qu'il s'est acquise en se mariant à l'une des plus riches héritières du Mexique. Cette critique n'était motivée que par la manie de vouloir blâmer tous les personnages français qui ont joué un rôle quelconque dans notre intervention. Je ne vois pas pourquoi ce qu'on appelle les spéculations matrimoniales, seraient défendues au corps diplomatique, puisque les diplomates, comme les plus modestes personnes de la société, peuvent aimer une femme et la demander en mariage, lors même qu'elle est riche et qu'elle n'est ni jeune, ni belle. Pourquoi une femme qui a douze millions cinq cent mille francs de dot ne serait-elle point épousée par un diplomate sans fortune? Pourquoi ce diplomate irait-il payer au fisc sur cette somme un million pour droits de circulation et d'exportation, s'il peut s'en affranchir? Serait-ce parce que ce million eût été très utile au trésor vide de l'empereur Maximilien? Mais alors il fallait faire de cette question d'argent une question de sentiment pour le prince auprès duquel il était accrédité, ce qui serait pousser les exigences jusqu'à l'injustice.

Pour revenir au ministre anglais auquel Miramon fit prendre l'argent déposé, les personnes qui veulent justifier cette mesure affirment que c'était de l'argent procuré par les moyens que j'ai indiqués plus haut et qui était arrivé à la légation britannique sans avoir payé aucun droit. « C'est de l'argent appartenant au commerce et qui doit payer les droits, » disait Miramon. « C'est de l'argent destiné à payer les détenteurs de bons de la dette anglaise et qui ne doit payer aucun droit, » répondait le ministre. Miramon vit dans la conduite du ministre une répétition des faits que je

viens de signaler et qui étaient une atteinte aux lois, aux droits et aux intérêts du pays, il donna l'ordre au général Marquez, un des plus audacieux de ses partisans, de se rendre à la légation et de demander à l'agent officiel anglais la remise immédiate de ces fonds, pour pourvoir à la défense de la capitale, en lui offrant toutefois de reconnaître la dette et d'en concerter le mode de remboursement. Sur le refus de l'agent, Marquez fit briser par ses soldats le sceau officiel et transporter au palais national les caisses qui contenaient six cent mille piastres. Le représentant anglais, ne pouvant résister à la force, amena son pavillon et se retira à Jalapa. On verra plus loin comment les Anglais se vengèrent de cette spoliation, en arrêtant Miramon à Vera-Cruz.

Les trois millions de francs, pris par Miramon à la légation britannique, constituaient une somme trop minime pour satisfaire à tous les besoins du gouvernement national. Le 3 octobre, le président écrivit à M. Pacheco, lui demandant la médiation des ministres européens pour le rétablissement de la paix. — « Je considère, disait-il dans sa lettre, de grande utilité et comme véritablement nécessaire leur intervention dans les conférences, pour qu'ils essaient d'aplanir tous les obstacles à la conclusion de ce grand résultat, et je me sou mets aux conditions suivantes : — 1° des délégués nommés par les deux partis hostiles conférant avec la médiation de messieurs les ministres d'Europe et celui des États-Unis, conviendront de la façon de pacifier le pays; 2° ces délégués nommeront la personne qui doit conserver le gouvernement de toute la république, pendant qu'une assemblée nationale résoudra les questions qui divisent les Mexicains; 3° déterminer également la manière de convoquer le congrès. Dieu veuille que cette convention, tentée confidentiellement, obtienne un meilleur résultat que celles tentées jusqu'à présent. »

Juarez répondit à ces propositions pacifiques, en faisant marcher sur Mexico les troupes dissidentes stationnées à Guadalajara, Morelia, Guanajuato, Queretaro et sur d'autres

points. Le 17 novembre, Miramon annonce, dans une proclamation aux habitants de Mexico, l'approche de ces troupes et les encourage à soutenir la cause nationale; mais le gouvernement conservateur s'était aliéné bien des amis par des mesures imposées par la nécessité, il est vrai, mais arbitraires dans le fond et brutales dans la forme. En outre, il avait proclamé la liberté des cultes, et ce décret libéral lui valut l'inimitié d'une bonne partie du clergé. Cependant, ne voulant pas exposer la capitale aux horreurs d'un siège et au pillage qui pouvait en être la suite, il part avec six mille hommes à la rencontre d'Ortega qui en comptait onze mille sous ses ordres. Les deux armées se trouvent en présence, le 22 décembre, à Calpulalpan; au lieu d'attendre son adversaire dans une situation favorable, Miramon, alors âgé de vingt-six ans, donne l'ordre du combat à huit heures du matin. Les premières troupes nationales s'élancent sur les dissidents avec une telle vigueur qu'elles délogent l'armée juariste de plusieurs positions. La lutte se poursuit avec un acharnement égal des deux côtés; les combattants ne gagnent ou ne perdent du terrain que pied à pied. Miramon se multiplie; lui, ses généraux Marquez, Negrete, Cobos et autres font des prodiges de valeur. Mais Ortega lance incessamment, sur les points les plus menacés, de nombreux renforts. Enfin, la bataille doit se décider par une dernière attaque contre le centre des dissidents; Miramon donne l'ordre à sa cavalerie, composée d'environ douze cents chevaux, de charger l'ennemi; cette troupe hésite, il réitère l'ordre d'une voix impérieuse; les cavaliers partent, mais à la première charge une partie passe à l'ennemi, le reste, démoralisé par cette trahison, tourne bride et se disperse. Miramon était vaincu.

De retour à Mexico, dans la matinée du 23 décembre, avec quelques débris de son armée, Miramon veut sauver la ville des scènes de désolation que lui préparaient les bandes sauvages de Carvajal qui suivaient Ortega; il charge le corps diplomatique étranger de s'interposer pour sauvegarder la

capitale contre les entreprises des guerillas et de faire cesser un état de guerre qui n'avait plus de raison d'être du moment où Miramon abandonnait le pouvoir et laissait Mexico sans défense. L'aristocratie si égoïste, le clergé si indifférent et tout le parti conservateur déploraient à cette heure menaçante de n'avoir pas su protéger l'élu de leur parti, le défenseur de leurs intérêts et le soutien de l'intégrité du territoire national; mais ces regrets, comme tous les précédents, étaient trop tardifs; il fallait maintenant subir les lois du vainqueur.

M. Dubois de Saligny, ministre de France, et M. Pacheco, ambassadeur d'Espagne, se rendirent aussitôt auprès d'Ortega, accompagnés du général Beriozabal que Miramon n'avait point voulu faire fusiller, et qui accepta avec une noble loyauté de joindre ses efforts à ceux des ministres européens pour obtenir une honorable capitulation. Les médiateurs, de retour à Mexico le 24, à midi, annoncèrent que la capitulation était refusée et qu'ils n'avaient obtenu que la promesse de confiner à l'arrière-garde les bandes de Carvajal et de Cueillar. En apprenant l'insuccès de leur mission, Miramon déclara qu'il ne compromettrait pas, par sa présence, la sûreté de la ville dont il remit le commandement entre les mains du général Beriozabal pour maintenir l'ordre public. De leur côté, les ministres européens armèrent leurs nationaux, en attendant le rétablissement d'un gouvernement régulier dans la capitale.

Miramón, d'abord escorté par quelques troupes, atteignit seul la côte avec quelques rares amis, et, délaissé de ses plus chauds partisans, s'embarqua pour la Havane sur le brick français le *Mercur*, après avoir échappé à la mort plusieurs fois. Le 24 décembre au soir, Ortega entra dans Mexico. Ocampo, ministre de Juarez, arriva bientôt après. Un des premiers actes du nouveau gouvernement fut de dissoudre l'armée nationale. Juarez vint lui-même le 11 janvier 1861. Dès son arrivée, il lança une proclamation dans laquelle il disait que « le clergé étant le principal promoteur

de la guerre civile, il devait payer les dommages et préjudices causés au pays par les dernières révolutions; en conséquence, les revenus et les émoluments du clergé seront confisqués pour en disposer d'une manière définie par un décret. » Un autre décret déclarait que les chefs du parti vaincu seraient poursuivis par les tribunaux. Puis, il intima l'ordre à M. Pacheco et au nonce du pape, monseigneur Clementi, de quitter sans aucun délai le territoire mexicain, à cause de leurs sympathies pour le gouvernement déchu. Le ministre de Guatemala fut également expulsé, ainsi que l'archevêque de Mexico et les évêques de la république.

Dans cette triste histoire du Mexique, l'impartialité me fait un devoir de ne m'inspirer, en racontant les événements passés, que des documents authentiques qui détaillent les faits et les apprécient d'après l'opinion du public mexicain. Mais en voyant la contradiction flagrante entre le titre et les actes des gouvernements soi-disant libéraux, il m'est permis de déplorer l'ignorance dans laquelle se trouvent les écrivains et les orateurs français qui ont parlé du Mexique, sur les faits et gestes de ces gouvernements. Je ne veux certainement pas suspecter la bonne foi de ces orateurs et de ces écrivains, mais il est regrettable que, entraînés par leur esprit d'opposition et par leurs nobles sympathies pour toutes les enseignes du libéralisme, ils ne se soient pas donné la peine d'étudier loyalement et sérieusement cette histoire sur laquelle ils n'ont peut-être pas dit deux mots de vérité; ils auraient vu que le drapeau libéral était un mensonge au Mexique et qu'il cachait, encore plus que le drapeau conservateur, l'égoïsme le plus antipatriotique, les ambitions personnelles les moins justifiées, et les haines politiques les plus inexorables, les plus aveugles, les plus désastreuses. L'esprit d'opposition dans les livres comme à la tribune du corps législatif n'a fait jaillir sur la question mexicaine que des erreurs historiques et d'appréciation, parce qu'il s'agissait de critiquer le gouvernement impérial et non de déterminer les causes vraies qui ont amené l'assassinat de Queretaro.

Si M. de Saligny ne fut pas compris dans les décrets d'expulsion lancés par Juarez contre le corps diplomatique, c'est que notre ministre, en arrivant à Mexico, prévint la chute prochaine de Miramon et ne présenta pas ses lettres de créances qu'il remit seulement à Juarez. A la suite de la reconnaissance du gouvernement de Juarez, par la France, M. de Saligny passa une convention avec M. Zarco, chef du nouveau cabinet, stipulant les indemnités auxquelles nous prétendions et déterminant le droit de nos nationaux. Je n'ai jamais pu comprendre pourquoi les gouvernements européens s'obstinaient à conclure des traités et des conventions avec les gouvernements mexicains, puisque une longue expérience leur prouvait que ces traités ne servaient à rien et que leurs réclamations étaient parfaitement inutiles, lors même qu'on les reconnaissait sur du papier. L'opposition, en déclarant qu'on devait traiter avec Juarez à Vera-Cruz, à Orizaba, à Puebla, à Mexico, faisait preuve d'une ignorance déplorable de l'histoire du Mexique et de l'impuissance de ses présidents à remplir aucun engagement mais les gouvernements étrangers n'avaient point cette excuse à faire valoir, ils savaient tous que les protestations, stériles par la voie diplomatique, ne pouvaient avoir de résultat que par une intervention, à la mode américaine, c'est à dire l'envahissement du territoire mexicain.

Juarez, non satisfait d'avoir proscrit ses adversaires politiques, annula tout ce qu'avait décrété son prédécesseur. Il ne voulut point reconnaître les bons Jecker, il supprima le conseil du crédit public, celui des mines, le fonds judiciaire, diminua le nombre des monastères de religieuses, sécularisa les hôpitaux et les établissements de bienfaisance, développa la loi de désamortissement des biens de main-morte, vendit en plusieurs lots la citadelle, fit main-basse sur les capitaux des monts-de-piété et des pensions des veuves, des orphelins et des retraites, suspendit le paiement des conventions étrangères, augmenta de 100 % les droits sur les douanes intérieures, imposa une taxe sur les héri-

tages et les legs, fit un nouveau décret pour poursuivre tous ceux qui avaient servi sous son prédécesseur, et permit aux gouverneurs de faire FUSILLER SANS JUGEMENT TOUT INDIVIDU PRIS LES ARMES A LA MAIN sur les grandes routes. Tous ces décrets de Juarez, passés sous silence par l'opposition en France, ne semblent point émaner d'un gouvernement qui se dit régulier et constitutionnel, mais d'un homme appelé au pouvoir, comme la plupart de ses prédécesseurs, par la force des baïonnettes, n'ayant aucune notion de la légalité, désirant obtenir de l'argent à tout prix, par les moyens les plus odieux comme les plus impopulaires, et voulant surtout se venger des hommes et du pays qui n'avaient point voulu de lui pour président. Juarez nous paraît, au dix-neuvième siècle, le vrai Zapotèque, ennemi de ses conquérants les Mexicains, et leur faisant payer cher la servitude de sa race. Cette interprétation de ses actes inqualifiables est la plus digne et la plus flatteuse pour lui. Sinon, ses vengeances arbitraires ou cruelles et ses décrets de proscription, de mort et de spoliation mériteraient des épithètes flétrissantes que l'histoire lui donnera peut-être un jour.

## CANDIDATURE

DE

## L'ARCHIDUC MAXIMILIEN

CONVENTION DE LONDRES

1861

Dès les premiers mois qui suivirent l'entrée de Juarez au pouvoir, ce n'est plus la division, l'anarchie qui règnent au Mexique, c'est le chaos. « Pas un jour ne s'écoule, écrivait le 15 mars 1861, M. de Saligny à notre ministre des affaires étrangères, où, à la tombée de la nuit, sur tous les points de la capitale... plusieurs personnes ne soient attaquées par des assassins; et, ce qui fut d'abord remarqué, c'est que ces attaques nocturnes, accomplies plus d'une fois à sept heures du soir, dans la rue la plus commerçante et la plus fréquentée, s'adressaient exclusivement à des étrangers. » Ces faits prirent peu à peu des proportions si graves, que les représentants des nations étrangères durent, dans les termes les plus sévères, presser le gouvernement mexicain d'aviser aux mesures nécessaires pour protéger la vie des habitants de Mexico.

Juarez, pourtant, ne régnait pas sans conteste; l'antique